



**Les Termes de Références**  
**Pour le recrutement de consultant (e) ou cabinet de consultance pour**  
**l'étude d'impact environnemental et les effets sur le changement**  
**climatique des activités agro-pastorales du projet d'Appui Intégré à la**  
**relance Agro pastorale et au développement des Chaines De Valeurs en**  
**RCA (PAIA-CAF).**

### **1. INTITULE DU POSTE**

Consultant (e) national ou International spécialiste (s) en Sauvegarde Environnementale et Sociale.

### **2. LIEU DE TRAVAIL**

Les Préfectures de l'Ombella Mpoko, Lobaye, Ouaka, Bamingui-Bangoran, Vakaga, Kemo, Basse Kotto, Nana Gribizi, Bangui et Environs en République Centrafricaine.

### **3. INTRODUCTION**

Pour contribuer aux efforts de consolidation de la paix du gouvernement en République Centrafricaine, Les ONGs Welthungerhilfe (WHH), Concern Worldwide (Concern) et Tearfund (TF), ont obtenu un financement de l'Union Européenne pour la relance du secteur agropastoral considéré comme piliers du développement.

Ce projet a pour but de contribuer à la relance du secteur agropastoral et au développement des chaines de valeurs à travers l'augmentation de la productivité, le renforcement des capacités et l'accès au marché locale et nationales.

En vue d'accroître les rendements, améliorer l'accès au marché, et réduire les pertes postes récoltes, ce projet envisage construire des magasins de stockage, des aires de séchages, des aires d'abattages, et la réhabilitation des pistes et ouvrages de franchissement.

Dans le but d'assurer une mise en œuvre du projet conformément aux Normes environnementales et sociales, les activités de construction/réhabilitation doivent faire l'objet d'une évaluation environnemental et social et les effets sur le changement climatique, avec à terme l'élaboration d'un Plan de Gestion Environnemental et Social (PGES). Ce plan de gestion environnemental et social vise à garantir la protection des personnes et de l'environnement contre les impacts négatifs potentiels. Il permettra en outre d'identifier, d'éviter et de minimiser les dommages causés aux populations et à l'environnement à travers les ouvrages qui seront réalisés.

Cette évaluation de l'impact environnemental et social des activités du projet sur les changements climatiques et ses effets négatifs sur la population, est conforme à la politique de protection de l'environnement du donateur, du gouvernement centrafricains et les membres du consortium. C'est ainsi que les présents termes de référence ont été proposés pour le recrutement d'un (des) consultant(s) afin d'élaborer un Plan de Gestion Environnemental et Social (PGES) des différentes activités du projet à réaliser dans les zones du projet par les partenaires.

#### 4. OBJECTIFS DE L'ETUDE

L'objet de l'étude porte sur l'élaboration d'un Plan de Gestion Environnemental et Social (PGES) des différents ouvrages des partenaires.

De façon spécifique, l'étude permettra de proposer un Plan conjoint de Gestion Environnemental et Social des ouvrages suivants :

- Les aires de séchages ;
- Les magasins de stockages
- Les Dépôts pharmaceutiques
- Les aires d'abatages
- Les parcs de vaccination
- Les Infrastructures de Recherche
- Les ouvrages de franchissement

Elle doit aussi identifier les effets négatifs sur l'environnement et les conflits potentiels qui en résulteraient pendant la réalisation des activités de reprofilages des pistes, aménagement des basfonds/parcelles sur la flore, la faune, et l'utilisation éventuelle de produits phytosanitaires sur les eaux et les moyens d'y remédier.

#### 5. MANDATS DU CONSULTANT

En dépit des impacts positifs de activités de projet, notamment la création d'emplois, la maîtrise de l'eau, l'accès au marché, l'augmentation des rendements, la réduction des pertes postes récoltes et la valeur ajoutée aux produits agropastorales ; elles peuvent aussi causer des dommages environnementales et sociales majeures sans la mise en place d'un plan de gestion environnemental et social approprié.

Le consultant (e) ou le cabinet de consultance aura pour mandat de :

- a) Identifier les potentiels effets environnementaux et social des principales activités du projet en répondant aux questions ci-dessous :
  - i. Quels sont les problèmes susceptibles de rencontrer avec la mise en place de structures de gestion des infrastructures socio-économiques (comité de gestion, système cotisations communautaire pour la maintenance des infrastructure, cogestion avec l'état ou gestion exclusive par les organisations paysannes ou coopératives) ? Et comment y remédier ?
  - ii. Identifier les conflits potentiels entre les entreprises de construction venu d'ailleurs les responsables du projet et les jeunes du village dans le recrutement des ouvriers ? Et comment y remédier ?
  - iii. A cause du manque de code foncier rural, identifier les problèmes liés à la construction des infrastructures agropastorales (l'aménagement des basfonds, magasins de stockages, aires d'abatages, et de aires de séchages) ?
  - iv. Infrastructures et les conséquences sur la gestion après le projet ; et comment y remédier ?
  - v. Identifier les conflits potentiels que l'attribution des parcelles à aménager, la réhabilitation des pistes rurales pourraient engendrer, et les impacts en termes de pertes partielles ou total des biens privés (champs, plantation, puits etc) et déterminer les moyens d'y remédier.
- b) Elaborer un Plan de Gestion Environnemental et Social des infrastructures agropastorales en milieu rural et urbain dans les zones du projet (l'accès sécurisé aux parcelles, gestion des travaux et de l'ouvrages),
- c) Produire à la fin de la mission un rapport avec des recommandations précises sur :
  - ✓ L'accès légale et sécurisé des parcelles
  - ✓ La sélection des entreprise ou gestion des travaux d'aménagement, de construction ou réhabilitation des ouvrages agropastoraux.

- ✓ La gestion environnementale et sociale des ouvrages et l'utilisation des produits phytosanitaires
- d) Organiser une restitution des résultats sur un support PowerPoint après la soumission du rapport provisoire de l'évaluation.

## 6. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Le consultant (e) ou cabinet de consultance devra (ont) avoir :

- a) Être titulaire d'un diplôme d'études supérieures de niveau Bac + 4 au moins en Sauvegarde Environnementale et Sociale, agronomie, développement rural, économie, gestion, sociologie, géographie, ou tout autre diplôme similaire ;
- b) Justifier d'au moins cinq (05) années d'expériences professionnelles dans la Gestion Environnementale et Sociale ;
- c) Avoir réalisé au moins deux (02) missions similaires ;
- d) Avoir de solides capacités rédactionnelles et d'expression orale et réelles aptitudes à formuler de façon claire et concise ses idées ;
- e) Avoir une bonne connaissance de la langue française (écrit et oral) ;
- f) Avoir des compétences dans l'utilisation des outils informatiques (Word, Excel, Power point).

## 7. METHODOLOGIE

Après la diffusion des termes de référence, le consultant (e) ou cabinet de consultance retenu pourra adopter la méthodologie suivante :

- **Soumission du rapport de démarrage et présentation des outils** : Soumettre le rapport de démarrage et présenter la méthodologie, outils de collecte et d'analyse des données et le chronogramme de l'étude pendant la réunion de cadrage ;
- **Revue documentaire** : Faire la revue documentaire, analyse de la littérature existante après validation des outils et la méthodologie à la réunion de démarrage ;
- **Collecte des données** : Collecter et analyser les données (qualitatives et quantitatives) sur le terrain en fonction des outils et méthodologie proposée pour l'étude.
- **Entretiens avec les parties prenantes** : Faire des entretiens avec les Agents de la Direction National de l'Environnement, les autorités locales, les organisations paysannes et les responsables des projets WHH, Concern Worldwide et Tearfund ;
- **Débriefing avec les équipes terrain** : Partager les grandes tendances de l'étude aux agents du consortium sur le terrain ;
- **Soumission du rapport provisoire** : Un rapport provision en français pour commentaires et suggestion au membres du consortium et présentation des principaux résultats de l'étude à Bangui au membre du consortium, et aux représentants des MADR, MESA et ministère de l'Environnement ;
- **Validation du rapport révisé** : Prendre en compte les recommandations de l'atelier de restitution et soumettre la version finale du rapport ;
- **Finalisation du rapport** : Soumission du rapport finale contenant le plan de gestion Environnemental et Social.

## 8. DUREE DE MISSION

Vingt (25) jours à partir de la date de signature du contrat ainsi répartie :

- Etape 1 : Revue bibliographique et différentes rencontres/entretiens (03 jours) ;
- Etape 2 : Visite des zones (12 jours) ;
- Etape 3 : Rédaction du rapport de mission et du PGES : (06 jours) ;
- Etape 4 : Atelier de validation du rapport et du PGES : (01 jour) ;
- Etape 5 : Intégration des amendements, commentaires et dépôt du rapport final (03 jour).

## 9. EVALUATION/ANALYSE DES PROPOSITIONS

L'analyse/pondération se fera dans les proportions suivantes :

- Proposition/ Offre technique : 70%
- Proposition/Offre financière : 30%

N.B. Pour être éligible à l'évaluation financière, le (la) candidat(e) devra avoir eu au moins 42/70 dans la proposition technique.

## 10. REMUNERATION

La rémunération se fera sur la base de l'offre financière et négociations éventuelles avec le candidat.

## 11. LE COUT ESTIMATIF DE L'ETUDE

Un montant total de sera payé au consultant (e) ou cabinet de consultance (17 500 EUR (son équivalent en FCFA pour les nationaux) comme frais de prestation pour un total de 25 jours. Ce montant comprend les indemnités journalières sur le terrain, le transport, l'hébergement, les voyages Internationaux.

Ce montant est sujet au paiement de taxes (3 % pour les nationaux et 15 % pour les non-résidents) en vigueur en RCA. Veuillez noter que la compétitivité du prix et le niveau de flexibilité dans l'adaptation de la méthodologie et de la conception de l'étude pour atteindre la qualité souhaitée et s'inscrire dans le budget disponible pour cette mission seront appréciés.

## 12. CONDITIONS DE PARTICIPATION :

Le soumissionnaire est censé examiner toutes les instructions, les conditions, les formulaires, les spécifications et les autres informations figurant dans les documents de soumission.

Les offres devront être envoyées au plus tard le 03 mai 2024 en ligne avec pour objet « Candidature\_Conconsultant (e)\_ETENV\_CAF 1055-23 » via le portail d'appel d'offres électronique. Chaque soumissionnaire doit d'abord s'enregistrer en tant que fournisseur sur le portail d'appel d'offres électronique pour pouvoir participer à cet appel d'offres <https://eu.eu-supply.com/login.asp?B=Welthungerhilfe>.

Une fois enregistré, le fournisseur peut télécharger tous les documents et répondre à toutes les questions dans le portail d'appel d'offres électronique.

En cliquant sur ce lien, vous accéderez à la page principale du portail d'appels d'offres électroniques de Welthungerhilfe, où vous pourrez consulter le guide du fournisseur pour les appels d'offres électroniques et visionner des vidéos sur la manière d'enregistrer votre boîte de consultation. La date limite de soumission des offres est fixée au 03 mai 2024 à 17h00 (GMT+1) sur le portail.

Fait à Bangui, le 2 avril 2024